

Juste Terre!

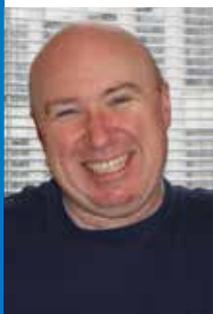
mensuel n° 212 | septembre 2024



© SOFA

Édito

Jean-François Lauwens
chargé de communication



La résilience plutôt que la fatigue

Les guerres d'Ukraine et de Gaza ont respectivement 2 ans et demi et un peu moins d'un an et, pourtant, malgré l'horreur des massacres qui y sont perpétrés, elles ont déjà quasiment disparu des radars médiatiques. Que dire alors de ces pays – la République démocratique du Congo, Haïti... – dont on ne parle plus guère que pour y accoler un substantif : « fatigue » ? Qui n'a jamais entendu parler de « Congo fatigue » et de « Haïti fatigue » ?

Fatigue parce que ces pays, parmi les plus pauvres de la terre, semblent n'être épargnés par aucun fléau naturel ou humain, détruisant en quelques instants tout ce qui vient d'être reconstruit. Guerre contrôlée de l'extérieur, coup d'État, inondations ici ; typhons, séismes, mafia des gangs là : avec le même résultat, la désolation, la pauvreté, la violence débridée. Ici, comme là, les fauteurs de

troubles violent les femmes, chassent les enfants, massacrent les familles, brûlent maisons et villages pour contrôler l'accès aux ressources ou à l'approvisionnement des marchandises pour le compte de potentats locaux sanguinaires.

Comment résister à cette fatigue imposée par le temps médiatique ? Ce sont, en Afrique centrale ou dans les Caraïbes, nos partenaires eux-mêmes qui nous donnent la réponse. Elle tient en un mot : résilience. Par leur travail de formation auprès des communautés locales, nos associations partenaires en Haïti donnent aux femmes les moyens de se prémunir des violences, de soigner celles qui ont été victimes, de prendre la place qui est la leur dans la société et de nourrir leur famille alors que le reste du pays sombre dans la famine. Cette résilience, c'est la clé de la dignité retrouvée, de la « remise debout » de ces populations qui prennent leur destin en main en dépit de toute fatigue.



En Haïti, une ferme-école à la fois féministe et écologique

© Jean-François Lauwens

Menacée par un magnat local, la ferme-école créée par SOFA permet aux femmes de se former aux techniques agricoles, ce qui présente l'avantage également de les promouvoir socialement et de les autonomiser.

Le 7 février 1986, le régime de Jean-Claude « Baby Doc » Duvalier, qui terrorise Haïti comme l'a fait son père, tombe. Deux semaines plus tard, était créée SOFA (Solidarite Fanm Ayisyèn - Solidarité Femmes haïtiennes) par quelques femmes désireuses de profiter du changement d'époque : ses membres fondatrices travaillaient en milieu rural et avaient pu découvrir la nécessité pour les femmes paysannes de créer un espace leur permettant de devenir actrices du changement de leur propre vie et de participer à la lutte pour l'élimination du système patriarcal et du système capitaliste néolibéral.

Quarante ans plus tard, Haïti est passé par bien des épreuves, par bien des catastrophes naturelles ou humaines, mais le besoin des femmes est toujours aussi nécessaire. SOFA travaille sur 4 axes d'intervention (lire pages suivantes) : la santé, la lutte contre les violences faites aux femmes, la lutte contre la pauvreté et la participation des femmes aux instances décisionnelles.

Ces quatre piliers trouvent leur concrétisation dans

la ferme-école (féministe et écologique, deux mots qui présentent les mêmes initiales...) installée à Saint-Michel-de-l'Attalaye et qui constitue un lieu de formation et d'information de la bonne pratique en agriculture. Elle contribue à l'autonomisation économique des femmes agricultrices, à la relance de l'agriculture par le biais entre autres de l'augmentation de la production agricole, de l'optimisation de la productivité en général et à la lutte contre la dégradation des sols.

« La ferme-école, c'est une formation pratique à 80% et thérapeutique à 20%. Nous avons formé 240 femmes aux techniques agricoles », explique Marie Eveline Larrieux, fondatrice de SOFA. « La ferme ne disposait au départ que de 3 hectares, cela ne suffisait pas. Les femmes ont alors commencé à se former dans leur propre champ, mais cela ne suffisait toujours pas : nous avons mené un plaidoyer auprès du ministère de l'Agriculture pour avoir des terres de l'État et agrandir la ferme. Nous avons finalement obtenu 10 hectares de plus. Les 240 femmes qu'on



Grâce à la ferme-école, les femmes deviennent autonomes.





a formées (600 femmes de la communauté sont membres de SOFA) dans la commune de Saint-Michel-de-l'Attalaye, ont commencé à travailler et à récolter avec une motivation extraordinaire. À la même époque, en 2019-2020, la FAO déclarait Haïti en état de famine : ces femmes ont travaillé de manière opiniâtre pour produire un maximum afin de nourrir la population de leur région. En mai 2020, leurs terres ont été accaparées par un magnat haïtien qui voulait produire de la stévia pour Coca-Cola et a chassé ces femmes avec l'accord du président Moïse. Notre travail a donc été stoppé jusqu'au début de cette année où Entraide et Fraternité et tous ses partenaires dans le pays ont décidé de mener des actions pour nous aider à récupérer notre terre pour la rendre à la petite production. Notre ferme continue de fonctionner, les femmes formées continuent de venir y travailler, mais aussi sur leur lopin privé. Car le but de la formation, c'est l'autonomisation des femmes, comment travailler au mieux leur terrain familial, travailler ensemble au niveau de l'organisation, mais aussi pour vendre des services dans la communauté. On doit continuer à former d'autres femmes. »

« C'est capital d'avoir un petit jardin »

Elta Martelly a 6 enfants, elle est une des centaines de femmes membres de SOFA. Elle explique son parcours : « À mon arrivée à la ferme-école de SOFA, madame Mergina, sa présidente, m'a expliqué qu'on pouvait prendre des vieux pneus, des vieilles bassines endommagées et des seaux afin de réaliser un petit jardin potager autour de notre petite maison pour ne pas utiliser des produits chimiques. Un agronome m'a aidé à construire un jardin autour de chez moi. J'ai planté des poireaux, du persil, des piments doux. J'en utilise beaucoup chez moi. Je continue d'assister aux réunions de SOFA et cette dernière nous assiste toujours. Un agronome continue à nous apporter des conseils et à nous dire, par exemple, combien il est important d'avoir son petit jardin, de ne plus manger de l'alimentation chimique, comment nous devons utiliser les moyens du bord pour construire son jardin. La SOFA m'a prêté du matériel agricole et je suis fière d'être la 'fille' de la SOFA. »



Elta Martelly



« Les violences contre les femmes les privent de leur mobilité »

⊕ Jean-François Lauwens

Marie Eveline Larrieux est une des fondatrices de SOFA (Solidarité Fanm Ayisyèn - Solidarité Femmes haïtiennes) à la fin de l'ère Duvalier (1986), association partenaire d'Entraide et Fraternité dont elle est membre de la direction nationale. Elle explique pourquoi le travail auprès des femmes est fondamental en cette période si difficile.

Comment est née votre association féminine et féministe, SOFA ?

En 1985, je travaillais pour la mission d'alphabétisation de l'Église catholique en Haïti. Nous étions une bande de jeunes filles sorties des études et nous étions interloquées par le fait que, lors des formations, nous ne voyions que des hommes alors qu'il y avait beaucoup plus

de femmes à l'église ! C'était la fin de la dictature Duvalier, c'était très difficile. Il nous semblait que l'Église était le meilleur moyen d'intégrer les gens. On a fait une enquête auprès des communautés et les femmes nous répondaient qu'elles ne pouvaient pas venir aux formations parce qu'elles devaient s'occuper des enfants ou des grands-parents à la maison. Mais ce que l'on



comprenait entre les lignes, c'est que les hommes les empêchaient de quitter la maison mais qu'elles n'osaient pas le dire. Le dimanche, les prêtres ont commencé à encourager les femmes à venir à nos formations, tant comme formatrices que comme élèves. Pour nous, il était question là d'engagement des femmes au sein de la paroisse mais aussi d'engagement social. Et quelques jours après la chute du régime, nous avons créé une organisation qui, pour nous, semblait le lieu idéal pour renforcer la réflexion et cette volonté d'affranchissement des femmes.

La question des violences sexuelles a-t-elle toujours été présente ?

Dès les années 30, il y a eu un mouvement de scolarisation des femmes, de droit de vote aux femmes mais tout cela a été stoppé par la dictature des Duvalier, qui en plus avait chassé l'Église. Il a fallu



attendre sa chute en 1986 pour que nous puissions reprendre la lutte pour l'émancipation des femmes. La violence faite aux femmes était considérée comme normale car relevant de la sphère familiale et privée. On a lancé une campagne sur le sujet en 1987 et elle a donné beaucoup de fruits au niveau législatif, sur les violences conjugales, sur le statut des enfants, sur la maternité. Depuis quelques années, on a une explosion des filles-mères, notamment du fait qu'à cause des catastrophes naturelles, une partie de la population vit sous des tentes où les jeunes peuvent flirter plus facilement. Ces dizaines de jeunes filles mineures ne vont évidemment plus à l'école. Nous avons commencé à travailler avec elles pour les aider à dépasser la situation socio-économique dans laquelle elles se sont retrouvées, et évidemment mener un travail de prévention. Nous accompagnons ces jeunes filles et plusieurs sont retournées à l'école ou parties dans des écoles professionnelles pour apprendre un métier. Nous les accompagnons également sur le plan psychologique et médical, gynécologique.

Il se dit que, tant dans les régions contrôlées par les gangs qu'ailleurs, les filles, les femmes n'osent même plus aller chercher de l'eau au village d'à côté, parce qu'elles vont se faire violer sur le chemin.

Le système judiciaire est à genoux, c'est pourquoi les hommes pensent avoir tous les droits. Oui, ce risque existe. Le



premier résultat aujourd'hui, c'est la diminution de la mobilité des femmes. Ce sont les femmes qui vont au marché, qui transportent les produits du jardin, etc. Mais pour l'instant, les femmes haïtiennes ont une mobilité très réduite, ce sont souvent des femmes seules avec des enfants qu'elles ont très jeunes. Parce que, sur le chemin, il y a les gangs, qui utilisent les violences sexuelles comme arme de guerre contre les femmes de leur quartier, et il y a des malfrats partout. Ils sont très violents. Sans oublier les femmes qui sont victimes de violences chez elles. Les gangs qui chassent les gens, volent, pillent, brûlent les maisons, au niveau psychologique, c'est une situation épouvantable.

Comment est née votre ferme-école (lire pages 2 et 3), que vous décrivez comme une ferme féministe et écologique ?

En fait, on travaille sous plusieurs angles, ce sont nos

actes d'intervention : la lutte contre les violences faites aux femmes, la santé des femmes, la participation des femmes aux instances décisionnelles, l'autonomisation des femmes. La ferme est spécifiquement réservée à l'autonomisation des femmes. Nous avons évidemment fait ces deux choix : celui de l'agroécologie et celui d'une ferme qui participe à l'émancipation des femmes. Cette ferme porte le nom de Délicia Jean qui était membre de notre organisation. Sa détermination est une inspiration : elle était analphabète, ne parlait pas espagnol et est pourtant allée à Cuba participer à une formation pour les femmes paysannes. Après avoir obtenu son diplôme là-bas, elle a dit : « *Nous devons créer une ferme-école pour former les femmes.* » Elle est décédée en 2006 et nous avons lancé la ferme en 2013. Nous avons lancé notre programme de formation avec l'État.



« Les partenaires de terrain font preuve d'une grande résilience »

© Jean-François Lauwens

Christoph Mohni, responsable de la Coordination Europe-Haïti (COEH), qui réunit 8 ONG européennes actives en Haïti et est basée chez Entraide et Fraternité à Bruxelles, fait le point sur les derniers développements de l'actualité dans un pays qui fait face au défi de la transition démocratique, du contrôle par les gangs et de l'extrême pauvreté alors que plus de 500.000 personnes ont été déplacées. Interview.



Au retour d'un voyage à l'étranger, en mars dernier, le président Ariel Henry a été bloqué à Porto Rico et interdit de rentrer au pays par les États-Unis. Depuis, il a dû démissionner et a été remplacé par Garry Conille... Entre-temps, les forces policières kényanes ont débarqué pour une mission approuvée par les Nations unies. Est-ce que ce sont des nouvelles favorables du point de vue de la société civile ?

La demande de la société civile, des associations avec lesquelles on travaille, c'était d'avoir tout d'abord un gouvernement de transition et de rupture avant de décider si une intervention extérieure était nécessaire pour rétablir la sécurité dans le pays. La nomination du gouvernement de transition est une première étape positive, mais elle est loin d'être satisfaisante. Conille semble être qualifié pour le poste, mais c'est l'homme choisi par les États-Unis. Certains des membres du cabinet nommés ont suscité des critiques, mais il est quand même parvenu à former un gouvernement

relativement inclusif avec des femmes, des jeunes et des membres de la diaspora, tenant ainsi, du moins en partie, sa promesse de donner à ce gouvernement un caractère plus large. Les défis auxquels le nouveau gouvernement doit faire face sont immenses, notamment l'insécurité. Conille s'est engagé à lutter contre les gangs et à rétablir l'autorité de l'État dans les « territoires perdus ». Le 1^{er} juillet, nous avons publié un appel à l'Union européenne pour le soutien à une transition juste et durable. Nous demandons à l'UE de prévoir des fonds importants pour aider Haïti à faire face à la crise humanitaire et à relever les défis comme la sécurité alimentaire et l'éducation, ce qui est essentiel pour soutenir le processus de transition dans une perspective durable, au-delà des problèmes de sécurité.

Qu'inspire le gouvernement de transition ?

Notre critique, et donc celle d'une grande partie de la

société civile en Haïti, est toujours la même : ceux qui ont créé le problème sont ceux qu'on consulte à nouveau. S'il y avait des élections dans les conditions actuelles, ces élections risqueraient d'entériner leur pouvoir. Des partis mafieux ont toujours une position forte et font partie du conseil présidentiel de transition. Les 200 premiers policiers kényans sur 1000 annoncés sont arrivés fin juin, mais personne ne sait quand les autres arriveront (pas plus que ceux du Bangladesh, du Bénin, du Tchad, des Bahamas et de la Barbade). La grande question est : pour quoi faire ? Maintenir la paix, comme des Casques bleus ? Contrôler l'aéroport, le quartier des ambassades, les routes principales, et c'est tout ? Et les gangs restent dans les bidonvilles sans être embêtés ? On ne voit pas des policiers étrangers entrer à Cité Soleil et s'attaquer aux gangs et libérer tout Port-au-Prince. Il règne un manque total de

transparence concernant cette intervention, ce qui ne laisse malheureusement rien présager de bon.

Comment en est-on arrivé là ?

En 2021, le président Jovenel Moïse a été assassiné. À ce moment-là, la société civile, très large, l'Église, des représentants des milieux économiques, se sont retrouvés pour essayer de trouver un accord pour une transition. Ces négociations ont abouti à l'accord du Montana, qui proposait une transition de rupture et la mise en place des conditions nécessaires pour tenir des élections libres. La communauté internationale, surtout les États-Unis, n'était pas favorable à cette transition et elle a soutenu Ariel Henry choisi par Moïse la veille de son assassinat. La communauté internationale a

considéré que c'était le vœu de l'ancien président. Henry avait la responsabilité d'organiser les élections. Ce qu'il n'a pas fait, puisqu'il a pris tous les pouvoirs. Il n'y avait plus de parlement ni de contre-pouvoir. Entre-temps, les gangs ont pris de plus en plus de pouvoirs et ont étendu leur contrôle sur de plus en plus de territoires.

C'est qui ces fameux gangs ?

Les gangs ne sont pas un nouveau phénomène en Haïti, ils ont toujours été liés à des groupes d'intérêts politiques, économiques, c'était déjà le cas sous la dictature des Duvalier (1957-1986), avec les fameux « tontons macoutes ». Ce ne sont pas des simples bandes de dealers, mais des milices privées engagées pour contrôler la population, réprimer des manifestations, causer des

massacres avec l'argent des puissances politiques ou économiques. Ce sont des bras armés des politiques, en fait. Aujourd'hui ils commettent aussi des enlèvements, règnent sur le trafic de drogue, etc. Ils se sont émancipés et sont plus forts aujourd'hui que ceux qui les commandaient. Le chef mafieux et ancien policier Jimmy Chérizier, le fameux « Barbecue », a mis à profit sa proximité avec le parti au pouvoir, le PHTK, pour étendre son influence territoriale et fédérer plusieurs gangs. Avant plusieurs massacres à Port-au-Prince entre 2017 et 2020, il a reçu un soutien matériel, logistique et financier de hauts fonctionnaires du gouvernement Moïse. Ces derniers lui fournissaient de l'argent, des uniformes de policiers et des véhicules officiels pour mener à bien ses attaques.



600.000 personnes dont la moitié d'enfants ont été déplacées depuis la prise de contrôle des gangs.



© msjennm - Pixabay

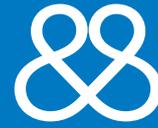
Quelle est la situation sécuritaire et, partant, humanitaire ?

Il y a un pays à deux vitesses : Port-au-Prince, tout le département de l'Ouest, une partie de l'Artibonite, sont aux mains des gangs. La situation dans la capitale est toujours très compliquée, près de 600.000 personnes dont 300.000 enfants ont été déplacées par la violence des gangs. En province, les choses sont différentes : comme Haïti est un pays très centralisé, tout est concentré sur Port-au-Prince, et tout l'approvisionnement extérieur (nourriture, carburants, matériaux et machines) est à l'arrêt. En revanche, les populations de la province montrent beaucoup

de résilience. La petite agriculture y est basée sur la consommation et les gens se débrouillent pour subsister. Malgré cela, près de 5,5 millions d'Haïtiens et Haïtiennes dépendent aujourd'hui de l'aide humanitaire.

Peut-on dès lors dire que nos partenaires continuent à travailler en sécurité ?

Absolument. La situation est plus difficile qu'avant encore pour eux, mais ils continuent les projets parce que la plupart sont basés en province et font preuve de cette résilience alors que la crise humanitaire est terrible : il est justement plus que jamais nécessaire de soutenir ce travail.



ENTRAIDE & FRATERNITE ACTION
VIVRE ENSEMBLE

Juste Terre! mensuel
de l'ASBL Entraide et Fraternité et de l'ASBL Action Vivre Ensemble
(ne paraît pas en juillet et en août)

Siège

rue du Gouvernement Provisoire, 32
1000 Bruxelles | T 02 227 66 80
info@entraide.be
info@vivre-ensemble.be
www.entraide.be
www.vivre-ensemble.be

Suivez-nous



Dans un souci d'équité, le magazine s'efforce de privilégier l'écriture inclusive.

Conception - coordination

C. Houssiau, J.-F. Lauwens, V. Martin, Q. Minsier

Éditrice responsable

A. Fischer

Studio et imprimerie

Snel à Vottem, Belgique



Crédits photos

Entraide et Fraternité
Action Vivre Ensemble
(sauf mention contraire)

Ce papier est issu de forêts gérées durablement.



Avec le soutien de



Les deux ASBL sont habilitées à recevoir des legs par testament.